

Nous avons besoin d'un plan de rupture, pas d'un énième plan de relance !

La rentrée sociale revêt un caractère totalement inédit. Aux conséquences sanitaires dramatiques de l'épidémie, aux effets de la crise économique sur l'emploi, s'ajoute une succession de mesures de régression sociale mises en œuvre par le gouvernement dans l'intérêt du patronat et des plus riches.

Avec son plan de relance, le gouvernement voudrait faire repartir la machine à produire des profits, en continuant de faire pression sur les salaires, en précarisant les emplois et les salariés, en facilitant encore plus leur licenciement. Celles et ceux qui font vivre notre pays au quotidien, les premières et premiers de corvée si souvent salués au pic de l'épidémie, les jeunes aujourd'hui sacrifiés, les retraités et privés d'emploi, n'ont pas besoin d'un plan de relance mais d'un plan de rupture !

Elles et ils ont besoin de choix de progrès social en matière d'emploi stable et qualifié, d'une véritable sécurité professionnelle, de renforcement de notre système de retraite et de protection sociale, d'augmentation des salaires et pensions, de réduction du temps de travail pour travailler mieux et travailler tous, de développement des services publics, de reconquête et de relocalisation de l'industrie contribuant au progrès environnemental.

Réunies pour leur assemblée de rentrée le 25 août, les organisations de la CGT affirment leur volonté de construire avec les travailleuses et travailleurs, les jeunes, les privés d'emploi, les retraités, la riposte d'ampleur exceptionnelle nécessaire pour gagner la transformation sociale profonde qui s'impose.

Comme elle l'a été depuis le début de la crise sanitaire, la CGT, avec ses syndicats, est présente et disponible

pour accompagner et soutenir les salariés, construire avec elles et avec eux les mobilisations nécessaires.

Elle réaffirme que les masques de protection doivent être fournis gratuitement à toute la population. Pour les salariés, c'est aux employeurs qu'il revient de prendre en charge les mesures de protection individuelles et collectives.

Par la grève, les manifestations et rassemblements, la multiplication d'actions et initiatives sur les lieux de travail, la journée nationale unitaire d'action interprofessionnelle du jeudi 17 septembre sera une première étape importante dans la construction du rapport de force.

D'autres dates de mobilisation sont d'ores et déjà en perspective, le samedi 19 septembre avec les marches mondiales pour la paix et le désarmement, et le samedi 26 septembre avec les marches mondiales pour le climat.

À l'inverse des choix dangereux consistant à continuer d'exploiter les êtres humains et la nature au seul profit du capital, la CGT est déterminée à agir dans le cadre le plus large possible pour la paix, la justice, le progrès social et la préservation de la planète.

Montreuil, le 27 août 2020

